

En 1970, la Chase Manhattan Bank évaluait à 99 heures la semaine de travail d'une ménagère, évaluait qu'il faudrait déboursier \$ 257,53 (1970) s'il fallait le rémunérer en fonction des salaires en cours pour les mêmes travaux sur le marché du travail salarié.

En 1971, Statistique-Canada calculait que la valeur du travail ménager fait par les femmes équivalait à 28 % du PNB (Produit national brut).

De façon générale, les économistes s'entendent pour dire que le travail

ménager représente environ le tiers du PNB. Des études suédoises, américaines, européennes et canadiennes l'évaluent au minimum à 20 % du PNB et au maximum à 42 %¹.

Selon les études de Statistique-Canada donc, la valeur du travail au foyer pour l'ensemble des foyers canadiens (hommes et femmes) se situait entre 32 et 38 milliards en 1971. Cette somme répartie entre les 6,5 millions de foyers — ce qui inclut les personnes

seules — donne une valeur moyenne de \$ 6000 par famille par année².

En 1978, le Conseil du statut de la femme remettant ces chiffres à jour, évaluait le travail ménager à \$ 80 milliards pour le Canada.

Line Chamberland

¹ Monique Proulx, 5 millions de femmes, Conseil consultatif de la situation de la femme, 1978.

² Hans J. Adleret Oli Hawrylyshyn, Estimate of the Value of Household Work, 1971, pour Statistique-Canada.



Grève générale des femmes en Islande - 24 octobre 1975

GAGNER SON CIEL OU GAGNER SA VIE?

Plus qu'une question de mots

Lorsqu'on parle de *tâches domestiques*, on présume, on prend pour acquis que le travail en cause peut se diviser en activités précises, qu'il ne reste qu'à partager. Mais on ne se demande pas *qui* en aura la responsabilité, *qui* assurera le travail de continuité, de coordination, *qui* pensera tous les jours, plusieurs fois par jour à tout ce qu'il y a à faire, et *qui* fera tout ce qui est imprévu.

L'*allocation* est une somme d'argent allouée pour pallier à un manque. L'allocation,

contrairement au *salaire*, n'est pas une reconnaissance financière du travail, une somme *due* en échange du travail. Ainsi l'expression « allocation au foyer » se présente comme une sorte d'assistance sociale à la famille.

L'expression *salaire au conjoint au foyer* signifie que l'on paie quelqu'un/e pour rester à la maison et non pour un travail précis.

Dans le cas de *salaire à la femme au foyer*, c'est obligatoirement *quelqu'une*.

Quand on dit *salaire à la ménagère* on reconnaît qu'il s'agit d'un métier, mais on en fait un métier *exclusivement féminin*, et probablement, un emploi qui exclut l'exercice d'un autre métier (ménagère s'entend surtout comme ménagère à plein temps).

Par contre l'expression *salaire au travail ménager* reconnaît qu'il s'agit de donner un *salaire en échange d'un travail précis, qui que ce soit qui le fasse, et même si cette personne occupe un autre emploi.*

S.D.

POSITIONS

Le Parti libéral du Québec semble ne s'être jamais penché sur la question du salaire au travail ménager. Il n'a pas de position officielle sur la question et son dernier projet de programme n'en fait pas mention¹.

L'Union nationale ne se prononce pas sur le salaire au travail ménager mais réclame « des mesures sociales qui pourraient favoriser la femme au foyer » comme le droit de cotiser au Régime des rentes du Québec².

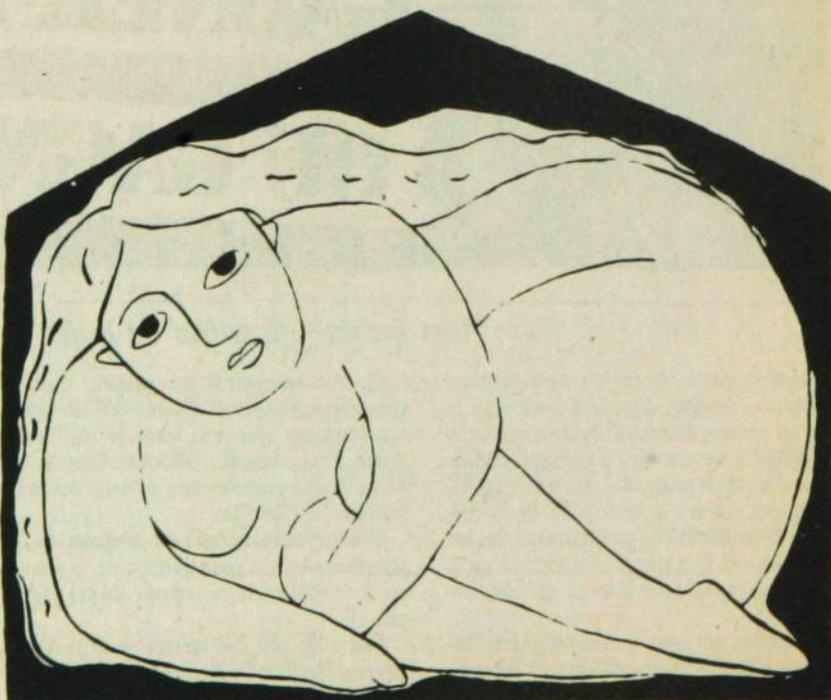
Les Démocrates-créditistes sont pour le salaire à la ménagère par le biais du revenu annuel garanti. Cette position est fondamentale dans la théorie créditiste : « Elle vise à ne pas obliger les femmes à sortir du foyer pour arriver à boucler le budget ». Camil Samson³.

Le NPD-Québec est contre le salaire au travail ménager. Il « reconnaît la contribution de la femme à la société et à l'économie en tant que mère de famille et femme au foyer et l'importance qu'il y a à sauvegarder le foyer ». « Nous pensons par ailleurs que les mères ou les pères qui consacrent toute leur journée à l'éducation de leurs enfants jouent un rôle très utile dans la société et qu'ils ont droit à une pension complète, à des crédits d'impôts raisonnables pour les frais de garde d'enfants ainsi qu'à la moitié des biens familiaux⁴. »

Le Parti québécois proposait donc avant de prendre le pouvoir, de « compenser les charges familiales, a) en établissant un régime d'allocations familiales suffisamment élevé (...); b) en rémunérant celui des deux conjoints qui assume le travail au foyer⁵ ». Le programme de 1980 modifie cette proposition : entre-temps, le Parti québécois s'est déclaré contre le salaire au travail ménager et ne parle plus de rémunérer le conjoint au foyer mais plutôt de « compenser les charges familiales en les intégrant à long terme à l'intérieur d'un programme québécois du revenu annuel garanti, a) en établissant un ensemble de mesures permettant au conjoint qui demeure au foyer d'accéder à une plus grande autonomie; b) en assurant un revenu à domicile au conjoint séparé ou veuf ou à la veuve qui a la garde des enfants ainsi qu'à la famille monoparentale; c) en accordant à la famille des allocations similaires à celles qui seraient versées au foyer nourricier si un enfant devait être placé dans des familles d'accueil pour une simple question de revenu (...); et d) reconnaître l'apport de la mère à la société lorsqu'elle met au monde des enfants en lui accordant à cette occasion une prestation indépendante du revenu au foyer⁶ ». Sous le gouvernement du Parti québécois, seul ce dernier article du programme a été appliqué par le biais d'une prestation de \$ 240 accordée à la mère à la naissance de chaque nouvel enfant mais à condition qu'elle soit sur le marché du travail salarié. Cette allocation supplée au délais de carence. Pour ce qui est de l'allocation de disponibilité réclamée par le Conseil du statut de la femme (voir un peu plus loin) le gouvernement s'est penché sur le dossier pour en arriver à la conclusion que cette

Un salaire pour le travail ménager? Mais le travail ménager est-il vraiment un travail? A-t-il une valeur financière? Peut-il être comptabilisé? Pour les économistes et pour l'État, la réponse est claire et nette.

Tout travail mérite salaire. Mais alors pourquoi les femmes travaillent-elles gratuitement? Est-ce aussi normal qu'on le dit? Depuis une dizaine d'années, le Réseau international pour le salaire au travail ménager, regroupant des femmes d'Italie, de Suisse, d'Angleterre, des USA, et du Canada anglais, remettent en question la gratuité du travail ménager. Nous reproduisons ici de larges extraits d'un texte de Silvia Federici, publié pour la première fois en avril 1975 sous le titre Wages against Housework. Pour Federici et pour les femmes du réseau, « le salaire au travail ménager est la seule perspective révolutionnaire d'un point de vue féministe et, ultimement, pour toute la classe ouvrière ».



« Ils disent que c'est de l'amour, nous disons que c'est du travail non payé.

*Ils appellent ça de la frigidité,
nous appelons ça de l'absentéisme.*

Chaque fausse-couche est un accident de travail. »

(...)

Il est important de comprendre que, quand nous parlons de travail ménager, nous ne parlons pas d'un travail comme un autre, mais nous parlons de la manipulation la plus perverse, de la violence la plus subtile et la plus mystifiante que le capitalisme ait jamais perpétrée contre n'importe quelle autre partie de la classe ouvrière. C'est vrai que sous le capitalisme, tout travailleur est manipulé et exploité, et que son rapport au capital est complètement mystifié. Le salaire donne l'impression d'un marché honnête : tu travailles; on te paye pour ce travail, donc toi et ton patron, vous êtes sur un pied d'égalité.

Alors que le salaire, au lieu de payer le travail que tu fais, n'en paye en réalité qu'une partie et évacue tout le travail non payé qui part en profit dans les poches du patron. Mais au moins, si on reçoit un salaire, on est reconnu comme un travailleur, on peut marchander et lutter autour de ce salaire, on peut se battre contre la quantité de salaire (toujours trop basse) qu'on détient, et contre la quantité de travail (toujours trop grande) qu'on fournit. Le salaire rend le travailleur partie prenante d'un contrat social, ce qui est très important. Car il n'y a plus de mystification possible : toi tu travailles, non pas parce que tu aimes ça ou parce que ça fait partie de ta nature, mais parce que c'est la seule façon pour toi de pouvoir vivre. Et que tu sois très exploité ou non, au moins, tu n'es pas le travail que tu fais.

(...)

Dans le cas du travail ménager, la situation est qualitativement différente. Et la différence est dans le fait que non seulement le travail ménager a été imposé aux femmes, mais qu'il a été transformé en une attribution naturelle de notre corps et de notre personnalité de femme, en un besoin interne, en une aspiration de notre caractère féminin. Si le travail ménager a dû être transformé en un attribut naturel, plutôt qu'être reconnu comme un contrat social, c'est que dès le début du capitalisme, ce travail devait être non payé. Et, afin de nous faire accepter notre travail non payé, le capital a dû nous convaincre que c'était une activité naturelle, inévitable et même enrichissante. De plus, la condition matérielle du travail non payé de la ménagère a été l'arme la plus puissante pour renforcer l'idée généralement répandue que le *travail ménager n'est pas un travail*, ce qui empêche les femmes de lutter contre ce travail, sinon dans le cadre privé de la cuisine-chambre à coucher. Et tout le monde s'accorde à ridiculiser cette lutte, en neutralisant ses protagonistes. Nous sommes considérées comme des mégères hystériques et non comme des travailleuses en lutte.



C'est tellement naturel d'être ménagère... qu'il faut au moins vingt ans de conditionnement-entraînement quotidien prodigué par une mère non payée pour préparer une femme à son rôle, pour la convaincre que des enfants et un mari, c'est ce

POSITIONS

mesure coûterait trop cher. Le dossier est donc bloqué à l'heure actuelle. Selon madame Louise Harel⁷, vice-présidente du PQ, dans la pratique, ces allocations seraient ridiculement basses. Elle donne en exemple une étude effectuée par le Secrétaire d'État à la condition féminine (Québec) indiquant que si l'on répartissait \$ 22 millions entre les femmes du Québec qui ont un enfant de moins de 7 ans, chaque femme recevrait \$ 4,50 par semaine! Au cabinet de madame Lise Payette, ministre à la Condition féminine, on confirme le blocage de ce dossier. Il nous a toutefois été impossible d'obtenir plus d'informations sur cette étude qui est considérée comme un document interne. À l'heure actuelle, le gouvernement péquiste préférerait songer à une augmentation des allocations familiales ou à une révision fiscale permettant de verser directement aux femmes l'argent que leurs maris récupèrent en exemptions d'impôts quand ils les déclarent comme « personne à charge ». Mais, toujours selon le cabinet de madame Payette, les sommes récupérées seront si minimes que les femmes n'en tireront que peu de profit.

Le Comité d'action politique des femmes du PQ (nouveau nom du comité de condition féminine des femmes du PQ) endosse la position du parti. Pour le comité, le dossier du salaire au travail ménager n'est pas prioritaire. Le comité discute cependant des possibilités offertes par une éventuelle réforme fiscale.

* * *

Le Conseil du statut de la femme. Le CSF rejette l'idée d'un salaire au travail ménager, considérant que cette mesure serait très coûteuse, entretiendrait la dépendance, amènerait les femmes à assumer seules la plupart des responsabilités familiales, les inciterait à se tenir à l'écart du marché du travail, bref serait « préjudiciable à l'amélioration de la situation des femmes dans la société ». Le CSF considère que les « services personnels » et l'échange de services « entre conjoints » relèvent du domaine privé et ne doivent pas être rémunérés par l'État. Cependant, l'État doit reconnaître et rétribuer de façon adéquate les services collectifs qui profitent en partie ou en totalité à la collectivité (soin et éducation des enfants, soin et garde d'enfants handicapés et de personnes âgées). Le CSF recommande donc que le ministère des Affaires sociales verse des « allocations de disponibilité » aux familles ayant des enfants de 0 à 12 ans (jusqu'à la fin du cours primaire). De plus le CSF souhaite que le MAS verse une allocation à toutes les familles qui s'occupent de leurs enfants handicapés (selon les besoins), à celles qui gardent des personnes âgées ou invalides et qui autrement, devraient être prises en charge par l'État, ce qui coûterait encore plus cher. Selon le CSF, toutes les femmes qui recevraient des allocations comme celles que nous venons de décrire devraient être protégées par la loi des accidents de travail, et l'État devrait payer leur cotisation à la CAT. L'accessibilité au Régime des rentes du Québec ne fait pas partie des recommandations du CSF⁸.

* * *

POSITIONS

Le Réseau d'action et d'information pour les femmes. Le RAIF ne préconise pas un salaire au foyer mais vise à redonner aux femmes à la maison leurs droits d'individus. Le RAIF recommande donc qu'en attendant que soit établie une politique de revenu minimum garanti, l'argent de l'exemption d'impôt récupéré actuellement par les maris qui déclarent leur conjointe comme « personne à charge » soit donné à celles qui en sont la justification, (un montant égal pour toutes basé sur un calcul de moyenne) quelque soit le revenu familial. Que dans un deuxième temps, ce minimum vital devienne un revenu garanti égal à celui qui sera versé à tout/e citoyen/ne, et soit soumis aux « tests de disponibilité à travailler »⁹ prévus par le système; le parentage et le recyclage-formation constituant des raisons suffisantes pour ne pas travailler ainsi que l'âge et la maladie. Le RAIF recommande également que, les revenus des conjoints soient partagés également entre eux, incluant salaire, revenus indépendants ou autres formes de revenus ainsi que les rentes privées ou publiques : que le Régime des rentes du Québec soit amendé pour y intégrer les femmes qui travaillent au foyer même si elles ne reçoivent aucun salaire et que la loi des accidents du travail les couvrent comme tout autre travailleur¹⁰.

Le RAIF préconise pour les femmes le travail à temps partiel qui éviterait que l'État ait à supporter des charges trop lourdes.

L'AFÉAS (Association féminine d'éducation et d'action sociale) n'a pas de position sur le salaire au travail ménager. Rappelons cependant le travail de l'AFÉAS pour faire reconnaître les droits des femmes collaboratrices de leurs maris, qui ont maintenant fondé leur propre association.

L'Association des femmes collaboratrices de leur mari n'a pas de position sur le salaire au travail ménager mais la question les intéresse puisque leur priorité est de faire reconnaître leurs droits de travailleuses dans l'entreprise « familiale », leur travail étant traditionnellement considéré comme faisant partie du rôle normal d'une bonne épouse : « aider » son mari.

Le YWCA (Young Women's Christian Association) n'a pas de position. En 1978, les femmes de l'organisme ont eu une série de rencontres sur ce thème à partir d'études préparées par le Conseil consultatif de la situation de la femme (Ottawa)¹¹. L'idée d'un salaire au travail ménager fut si mal accueillie qu'elles abandonnèrent ce dossier.

La Ligue des femmes a toujours rejeté la revendication d'un salaire au travail ménager. Selon Mme Laurette Chrétien Sloan, présidente, cela confinerait les femmes au foyer, la rémunération ne serait jamais adéquate, il s'agirait d'une sorte d'assistance sociale qui pénaliserait les femmes de carrière cumulant travail à l'extérieur et travail ménager. La Ligue des femmes

qu'elle peut attendre de mieux de la vie. Et même ainsi, cela marche rarement. Malgré tout cet entraînement, rares sont les femmes qui ne se sentent pas « roulées » quand la lune de miel est terminée et qu'elles se retrouvent devant leur évier sale. Beaucoup d'entre nous ont encore l'illusion que nous nous marions par amour. Mais de plus en plus, les femmes reconnaissent aussi qu'elles se marient pour de l'argent et pour avoir plus de sécurité. Nous pensons que c'est le moment d'affirmer très haut que ce qui nous attend en fait, après le mariage, c'est beaucoup moins l'argent et la sécurité qu'une quantité de travail incroyable. C'est pour cela que les femmes plus âgées nous disent : « Profitez de votre liberté pendant que vous n'êtes pas mariées, achetez-vous ce qui vous fait envie. » Mais, malheureusement, il est difficile de « profiter de notre liberté », alors que depuis les premiers jours de notre enfance, on nous a entraînées à nous sacrifier, à être dociles, serviles et dépendantes, alors qu'on nous a toujours dit : si tu n'aimes pas ça, c'est ton problème, c'est de ta faute, tu n'es pas normale.

En n'accordant pas de salaire pour ce travail et en le transformant en un acte d'amour, le capitalisme a fait d'une pierre deux coups. Tout d'abord, il empoche une quantité incroyable de travail gratuit. (...) Il a embrigadé également le travailleur mâle, en lui donnant « sa » femme qui vit de « son » travail et de « son » salaire, quelqu'un à asservir, après qu'il ait dû lui-même tant servir à l'usine et au bureau.

En fait, notre rôle en tant que femmes, c'est d'être les servantes non payées, heureuses, et surtout aimantes de la « classe ouvrière », c'est-à-dire de cette couche du prolétariat à laquelle le capital a été forcé de donner plus de pouvoir social.

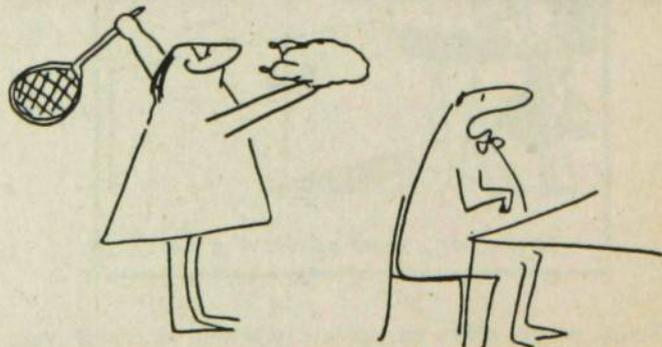
(...)

Et c'est cette combinaison de services physiques, émotionnels et sexuels que la femme doit accomplir pour le capital qui caractérise le rôle de ces servantes que sont les ménagères. C'est cette même combinaison qui rend leur travail tellement ennuyeux en même temps « qu'invisible ». Ce n'est pas par hasard que les hommes commencent à penser au mariage dès qu'ils ont leur premier travail. Ce n'est pas seulement parce que dès ce moment-là ils peuvent se le permettre, mais c'est aussi parce qu'ils ont besoin de quelqu'un qui s'occupe d'eux quand ils rentrent le soir après une journée à l'usine ou au bureau, et que c'est le seul moyen pour eux de ne pas devenir fous. Toutes les femmes savent que c'est le rôle qu'elles sont supposées jouer pour être de bonnes épouses et avoir un mariage « heureux ». Dans ce cas aussi, plus la famille est pauvre, plus l'esclavage est fort, et pas seulement à cause de la situation financière.

(...)

Le foyer du travailleur, c'est son château... et sa femme doit apprendre à attendre en silence quand il fait la gueule, à le reconforter quand il est déprimé, à patienter quand il dit « je suis trop crevé cette nuit », ou quand il fait l'amour tellement vite qu'elle se demande si un pot de mayonnaise ne ferait pas tout aussi bien l'affaire. Les femmes ont toujours trouvé des moyens pour se défendre, mais toujours de manière isolée et privée. Le problème c'est, en fait, de faire sortir dans la rue cette lutte cantonnée dans la cuisine et dans la chambre à coucher. Cette escroquerie camouflée sous le nom d'amour et de mariage nous affecte toutes, même celles d'entre nous qui ne sont pas mariées. Parce que, *une fois que le travail ménager est devenu un attribut féminin*, nous sommes toutes déterminées par ce travail.

Comme c'est « naturel » de faire certaines choses, toutes les femmes sont censées les faire, et avec plaisir; et même les femmes qui, par leur position sociale, ont pu échapper à une partie ou à presque tout ce travail (leurs maris peuvent se payer des servantes, des psychiatres, et d'autres formes de relaxation et de distraction), même ces femmes vivent sous cette loi de la « nature ». Même si nous ne servons pas un homme précis, nous sommes toutes placées dans une relation de « servante-servi » par rapport à la totalité du monde masculin. C'est pour cette raison qu'il est si dégradant de se faire dire qu'on est « féminine ». « Voyons donc, souris, qu'est-ce qui t'arrive ? » N'importe quel homme se sent le droit de nous dire cela, qu'il soit notre mari, le contrôleur du tram ou notre patron.



« Y est à peu près temps que tu serves le poulet. »

LA PERSPECTIVE RÉVOLUTIONNAIRE

En nous fondant sur cette analyse, nous pouvons voir les implications révolutionnaires de la perspective du salaire pour le travail ménager. *C'est précisément en demandant un salaire pour notre travail que notre « nature » féminine cessera et que notre lutte pourra commencer, car exiger un salaire pour le travail ménager signifie refuser ce travail comme l'expression de notre nature*, et par conséquent, refuser le rôle féminin que le capital a inventé pour nous.

Demander un salaire pour le travail ménager, c'est miner en soi l'attente de la société envers nous, parce que cette attente est liée à notre condition de non-salariées au foyer. En ce sens, il est absurde de comparer la lutte des femmes pour un salaire à la lutte des ouvriers dans les usines pour plus de salaire. L'ouvrier salarié qui se bat pour plus d'argent marchande pour améliorer son rôle social, mais il reste à « l'intérieur » de ce rôle. Quand nous nous battons pour avoir un salaire, nous nous battons au contraire clairement et directement contre notre rôle social. De la même manière, il y a une différence qualitative entre les luttes d'un ouvrier salarié et les luttes d'une esclave qui demande un salaire pour sortir de l'esclavage. Il devrait être clair, cependant, que quand nous luttons pour obtenir un salaire, nous ne le faisons pas pour entrer dans des rapports de production capitalistes : nous n'avons jamais été en dehors de ces rapports. Nous luttons pour briser les visées du capital sur nous, visées qui représentent un moment essentiel dans l'ensemble de la division planifiée du travail et du pouvoir social au sein de la classe ouvrière, à travers laquelle le capital a été capable de maintenir son pouvoir. Le salaire pour le travail ménager est donc une perspective révolutionnaire, parce qu'elle attaque le capital et qu'elle l'oblige à restructurer les relations sociales en des termes qui nous sont plus favorables, et par conséquent, qui sont plus favorables à l'unité de la classe ouvrière.

En fait, demander un salaire pour le travail ménager ne veut pas dire que, quand nous serons payées, nous continuerons à le faire. Cela signifie précisément le contraire. Dire que nous voulons de l'argent pour le travail ménager est un premier pas vers le refus de ce travail, parce que demander un salaire rend notre travail visible, et ceci est la seule condition indispensable pour que nous puissions commencer à lutter contre lui, en tant que travail ménager et en tant que définition de la féminité.

À ceux qui nous accusent d'« économisme », nous voulons rappeler que *l'argent, c'est le capital, c'est-à-dire le pouvoir de commander du travail.* (...)

Exiger un salaire pour le travail ménager revient à montrer que le travail ménager est déjà de l'argent pour le capital, que le capital a fait et fait toujours de l'argent sur notre dos, quand nous cuisinons, quand nous sourions, quand nous baisons. En même temps, cela montre que nous avons cuisiné, souri et baisé non pas parce que c'était plus facile pour nous que pour d'autres, mais parce que n'avions pas d'autre choix. Nos visages ont été déformés par trop de sourires, nos sentiments se sont estompés par trop d'amour donné, notre « sur-sexualisation » nous a laissées asexuées.

(...)



préconise la lutte pour le droit au travail, pour de meilleures pensions alimentaires et pour des augmentations d'allocations familiales.

Le Cercle des fermières est contre le salaire au travail ménager. Ses membres seraient favorables à un dégrèvement d'impôt pour la personne qui reste à domicile, pour une intégration au Régime des rentes du Québec moyennant une cotisation personnelle et la majorité d'entre elles seraient favorables à une augmentation des allocations familiales.

La Fédération des femmes du Québec n'a pas de position officielle sur le salaire au travail ménager. La question a été discutée lors de leur dernier congrès (juillet 1980), mais n'a donné lieu à aucune résolution.

* * *

La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) est contre le salaire au travail ménager parce qu'une telle mesure « rendrait encore plus difficile la reconnaissance du droit au travail pour les femmes (...). Un salaire à la femme au foyer ne réussirait pas à donner l'indépendance financière aux femmes; il réussirait surtout à enchaîner davantage la femme à ses responsabilités domestiques et familiales et briserait toute possibilité de partage équitable des tâches ménagères¹² ».

Le Comité de condition féminine de la FTQ endosse la position de la Centrale.

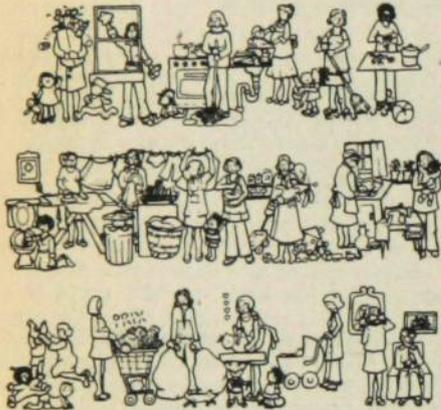
La Confédération des syndicats nationaux (CSN). La CSN est contre le salaire au travail ménager. « Payer aux femmes une somme minime pour qu'elles continuent à faire isolément, dans chaque foyer, les tâches domestiques, ne contribue d'aucune manière à leur émancipation et maintient l'obstacle majeur à leur participation à la vie sociale et politique¹³. » L'émancipation des femmes ne peut reposer que sur la possibilité qu'elles participent au travail social.

Le Comité de condition féminine de la CSN ne se prononce pas sur la question.

La Centrale des enseignants du Québec (CEQ) est contre le salaire au travail ménager et cette position est appuyée par le Comité Laure-Gaudreault : « La revendication du salaire à la ménagère est le type même de la mesure-piège qui consacrerait l'oppression des femmes. En effet, l'oppression vécue par les femmes se manifeste premièrement par le fait qu'elles sont exclues de la participation au travail social et qu'elles sont reléguées aux tâches domestiques. Le fait qu'elles soient rémunérées ou pas ne pourra rien changer¹⁴. »

POSITIONS

Les Éditions du remue-ménage. Bien qu'elles n'aient pas de position officielle sur le salaire au travail ménager, les Éditions du remue-ménage considèrent que le travail ménager est la base matérielle de l'exploitation des femmes¹⁵. « Notre problème ce n'est pas d'abord qu'on ait fait de nous des poupées, mais des servantes. Notre lutte n'est pas dirigée contre la coquetterie ou contre tous les hommes, mais contre l'exploitation de notre travail, 24 heures sur 24¹⁶. » Elles ont diffusé plusieurs textes défendant la perspective du salaire au travail ménager.



les éditions du remue-ménage

Le théâtre des cuisines. Sans avoir de position officielle pour le salaire au travail ménager, le théâtre des cuisines a joué partout au Québec la pièce « Maman travaille pas, a trop d'ouvrage »¹⁷. Dans sa première version, la pièce revendiquait un salaire pour le travail ménager « tant que le travail ménager ne sera pas socialisé ». Confrontées à la difficulté de défendre cette position, elles refirent une deuxième version de cette scène en insistant davantage sur la socialisation mais sans exclure la revendication du salaire comme moyen de l'obtenir.

Le Parti communiste ouvrier (marxiste-léniniste) (PCO) est contre le salaire au travail ménager. « Enfermées dans les 4 murs de leur cuisine par les capitalistes, les ménagères ne sont pas dans le feu de la lutte des classes¹⁸. » Le PCO exige le droit au travail pour les femmes exclues de la production sociale par les capitalistes et prévoit que le socialisme instaurera la socialisation des tâches domestiques.

En Lutte est contre le salaire au travail ménager : « Les travaux domestiques sont des travaux privés exécutés dans l'immense majorité des cas par les femmes. C'est le caractère privé qui a coupé les ménagères du reste de la société en les excluant de la production sociale. La voie à suivre ce n'est pas de redorer la prison en rémunérant ce travail, mais de socialiser ce travail et de faire pénétrer les femmes en masse dans la production sociale¹⁹. »

LA LUTTE POUR LES SERVICES SOCIAUX

La perspective du salaire pour le travail ménager est la plus radicale que nous puissions adopter. En effet, nous pouvons demander des crèches, des salaires égaux, des machines à laver gratuites, mais nous n'obtiendrons jamais rien si nous n'attaquons pas notre rôle de femme à la base. Notre lutte pour les services sociaux — c'est-à-dire pour de meilleures conditions de travail — échouera à coup sûr tant que nous n'aurons pas imposé le fait que notre travail est du travail. (...)

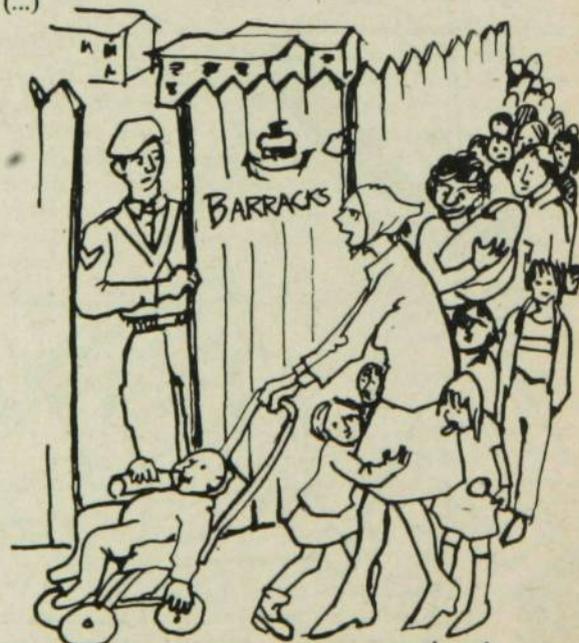
Nous échouons dans une lutte pour des machines à laver gratuites, si nous ne luttons pas d'abord contre le fait que nous ne pouvons pas aimer, sinon au prix d'un travail sans fin, qui, jour après jour, mutile notre corps, notre sexualité, nos rapports sociaux ; si nous ne parvenons pas à échapper au chantage par lequel notre besoin de donner et de recevoir de l'affection devient un devoir envers nos maris, nos enfants, nos amis à qui nous finissons par en vouloir, ce qui nous culpabilise à nouveau.

D'après nous, trouver du travail à l'extérieur ne change pas ce rôle. Il ne fait qu'augmenter notre exploitation, et de plus, il reproduit ce rôle de différentes manières. Où que nous allions, nous pouvons constater que les emplois féminins ne sont en général que des extensions de nos travaux ménagers. Non seulement nous devenons toutes des serveuses, des institutrices, des secrétaires, des infirmières — toutes les fonctions pour lesquelles nous avons été formées au foyer ! — mais encore nous nous retrouvons dans la même situation que celle qui bloque notre lutte dans la maison : l'isolement, le fait que la vie d'autres personnes dépende de nous, l'impossibilité de voir quand commence et quand finit notre travail, où il s'arrête et où commence notre désir. (...) Quant à la proposition de socialisation et de collectivisation du travail ménager, quelques exemples seront suffisants pour montrer la différence entre ce type d'alternative et notre perspective.

C'est une chose de mettre sur pied une crèche comme nous la voulons, en demandant de l'argent à l'État. C'est autre chose de laisser nos enfants entre les mains de l'État pour qu'il les contrôle, les discipline, les intoxique à honorer le drapeau américain quatorze heures par jour. C'est une chose d'organiser collectivement les repas que nous voulons (en groupe, etc.), et de demander de l'argent à l'État pour le faire. C'est autre chose de demander à l'État de faire les repas pour nous. Dans un cas, nous gagnons un contrôle sur notre vie, dans l'autre, nous permettons à l'État d'étendre son pouvoir sur nous.

LUTTE CONTRE LE TRAVAIL MÉNAGER

Certaines femmes disent : comment le salaire pour le travail ménager va-t-il changer les attitudes de nos maris envers nous ? Ne vont-ils pas encore davantage exiger de nous que nous remplissions nos tâches ménagères, justement parce que nous sommes payées ? Ces femmes ne voient pas que si nos maris peuvent exiger tellement de choses de nous, c'est précisément parce que nous ne sommes pas payées pour notre travail, car ainsi ils pensent que ce travail n'est qu'une affaire de bonne femme, qui ne coûte pas beaucoup d'efforts. (...) C'est seulement quand les hommes percevront notre travail comme un réel travail, notre amour comme un travail, et surtout quand ils s'apercevront de notre détermination à refuser les deux qu'ils changeront leur attitude envers nous. (...)

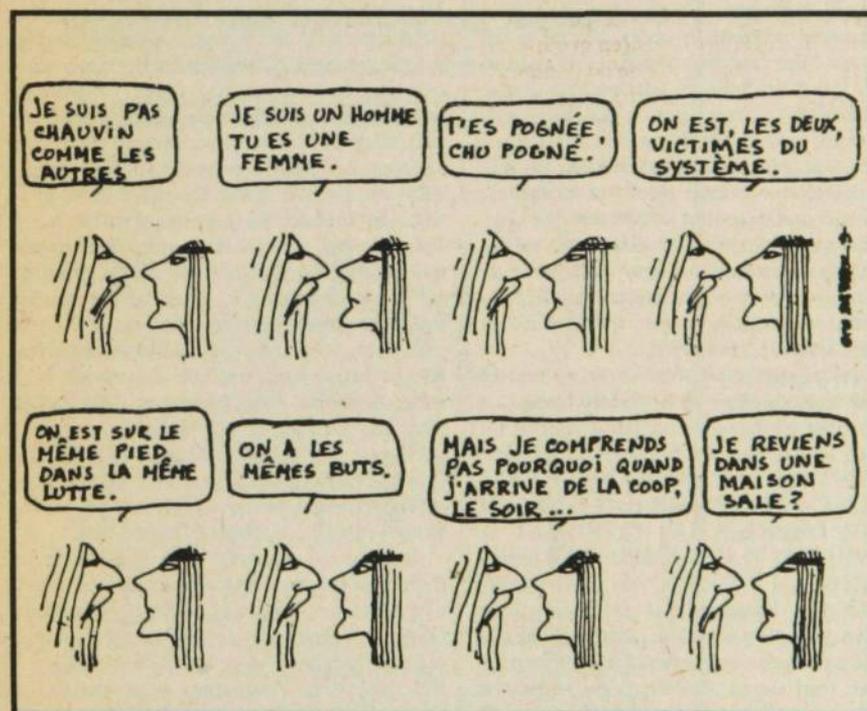


« On a entendu dire que vous faites la job quand le monde sont en grève... »

Nous affirmons que c'est la meilleure chose qui puisse leur arriver ; car en dévoilant la manière dont le capital nous a dressés les uns contre les autres, ce sont nous les femmes — leurs béquilles, leurs esclaves et leurs chaînes — qui ouvrirons le processus de leur libération. D'une certaine manière, exiger le salaire pour le travail ménager sera beaucoup plus didactique que d'essayer de prouver que nous sommes capables de travailler comme eux. Nous laissons cet effort méritoire aux « femmes de carrière », à celles qui échappent à leur oppression non pas par le pouvoir de l'unité et de la lutte, mais par le pouvoir du maître, pouvoir qui opprime, en général, d'autres femmes. Et nous n'avons pas à prouver que nous pouvons « porter les bleus de travail ». Beaucoup d'entre nous l'on fait il y a longtemps, et elles ont découvert que la blouse ne nous donne pas plus de pouvoir que le tablier, et même peut-être moins, parce qu'alors nous avons encore moins d'énergie et de temps pour lutter. (...)

Malheureusement, beaucoup de femmes — en particulier des femmes célibataires — ont peur de la perspective du salaire ménager parce qu'elles ont peur de s'identifier, ne serait-ce qu'une seconde à la ménagère. Elles savent que c'est la position qui a le moins de pouvoir dans la société, et donc, elles ne veulent pas se rendre compte qu'elles sont aussi des ménagères, que nous sommes toutes des prostituées, que nous sommes toutes des lesbiennes ; tant que nous reconnaitrons pas notre esclavage, nous ne saurons pas contre qui et comment lutter. Tant que nous penserons que nous sommes un peu mieux, un peu différentes des ménagères, nous accepterons la logique du maître qui est une logique de division, et donc pour nous, la logique de l'esclavage.

Nous sommes toutes des ménagères parce que, quelle que soit notre place, ils peuvent toujours compter sur nous pour faire plus de travail, pour être plus craintives à formuler nos revendications, pour faire moins de pressions sur eux pour avoir de l'argent, car heureusement pour eux, notre esprit est dirigé ailleurs, vers cet homme qui dans notre présent ou dans notre futur « prendra soin de nous ».



Et nous nous illusionnons aussi quand nous pensons échapper au travail ménager. Combien d'entre nous, même en travaillant à l'extérieur, y ont échappé ? Et peut-on mépriser si facilement l'idée de vivre avec un homme ? Et si nous perdons notre emploi ? Et quand nous vieillirons et perdrons même le petit peu de pouvoir que nous avons maintenant parce que nous sommes jeunes (productives) et attrayantes (productivité féminine) ? Et qu'en est-il des enfants ? Est-ce qu'on va un jour regretter d'avoir choisi de ne pas en faire, de n'avoir même pu poser cette question de manière réaliste ? Peut-on se permettre des relations homosexuelles ? Sommes-nous prêtes à en payer le prix éventuel en isolement et en exclusion ? Mais peut-on vraiment se permettre des relations avec les hommes ?

La question est de savoir pourquoi ces alternatives sont les seules qui se présentent à nous et par quelles luttes nous pourrions les dépasser.

Silvia Federici

La Ligue ouvrière révolutionnaire, organisation trotskyste, reprend les positions de la IVe Internationale contre le salaire au travail ménager : « Nous proposons notre programme de socialisation du travail ménager et d'intégration des femmes à égalité dans la force productive de travail comme alternative aux solutions offertes par la réaction : glorification du travail ménager et de la maternité, proposition de dédommager les femmes de leur esclavage domestique par le biais du salaire ménager ou des projets similaires à priori séduisants²⁰. »

recherche : Francine Tremblay
texte : Sylvie Dupont

- ¹ *Projet de programme*, PLQ, 1981.
- ² Maurice Bellemare, *Journal des débats*, Commission parlementaire n° 9, 25 mai 1979.
- ³ Camil Samson, entrevue téléphonique, 24 janvier 81.
- ⁴ *Un programme de choix pour les Canadiens*, Les politiques du Parti néo-démocrate, NPD, non daté.
- ⁵ *Programme du Parti québécois*, 1973, 1975.
- ⁶ *Programme officiel du Parti québécois*, édition 1980.
- ⁷ Entrevue téléphonique, janvier 1981.
- ⁸ *Pour les Québécoises ! égalité et indépendance*, Conseil du statut de la femme, Éditeur officiel du Québec, 1978.
- ⁹ Test prévu dans les études de projet de revenu minimum garanti. Selon ce système, il y aurait 2 niveaux de revenu selon que la personne décide volontairement de cesser de travailler ou qu'elle en est empêchée par une raison considérée comme valable.
- ¹⁰ *Le livre rouge de la condition féminine*, RAIF, 1979.
- ¹¹ *5 millions de femmes. Une étude de la femme canadienne au foyer*, Monique Proulx, Conseil consultatif de la situation de la femme, juin 1978.
- ¹² *Travailleuses et syndiquées*, FTQ, 1973. Position entérinée de nouveau au congrès spécial sur la condition féminine, n° 1979.
- ¹³ *La lutte des femmes*, combat de tous les travailleurs, CSN, réédité en 1979.
- ¹⁴ *Le droit au travail social pour toutes les femmes*, CEQ, XXVIIe congrès général, Québec, 1980.
- ¹⁵ *Discours du 8 mars 1976*, Journée internationale des femmes, Comité de lutte pour l'avortement et la contraception libres et gratuits, Théâtre des cuisines, Centre de santé des femmes du quartier, Éditions du remue-ménage.
- ¹⁶ Endos de plusieurs pochettes de livres publiés par les Éditions du remue-ménage.
- ¹⁷ *Maman travaille pas, a trop d'ouvrage*, Théâtre des cuisines, Éditions du remue-ménage, 1976.
- ¹⁸ *Programme et statuts*, Parti communiste ouvrier, chapitre 9 : Les femmes du peuple : une réserve puissante pour la révolution prolétarienne. Septembre 79.
- ¹⁹ *Le féminisme, drapeau de la bourgeoisie dans le mouvement des femmes* in *Unité prolétarienne* n° 15, février-mars 1979.
- ²⁰ *Textes de la IVe Internationale*.

En publiant ce dossier, l'équipe de rédaction de la vie en rose voulait questionner la certitude viscérale de tous ceux et toutes celles qui sont contre le salaire au travail ménager parce que, jusqu'à maintenant, leurs arguments n'ont pas réussi à nous convaincre. Voici donc ce que nous en pensons.

Évidemment, chacune d'entre nous ne souscrit pas inconditionnellement à toutes les affirmations des militantes de Wages for Housework. Certains de leurs propos peuvent choquer, scandaliser même. Mais justement leur grand mérite est de nous faire quitter une fois pour toutes le terrain rassurant de « la question-femme » ou « le travail libre » et « les mentalités changent ». À celles pour qui la patience ne suffit pas, leur perspective ouvre des possibilités d'action.

En publiant ce dossier, l'équipe de rédaction voulait questionner la certitude viscérale de tous ceux et celles qui sont contre le salaire au travail ménager, parce que jusqu'à maintenant, leurs arguments n'ont pas réussi à nous convaincre.

De l'extrême-gauche à l'extrême-droite, on s'entend pour dire que le travail ménager est un travail privé par opposition à un travail social. Mais l'un des acquis les plus importants du féminisme est d'avoir démontré que le privé est politique. On peut être contre le fait qu'il y ait des femmes de ménage et des bonnes dans les maisons privées, on peut s'indigner avec raison de l'insuffisance de leur salaire et de leurs conditions de travail déplorables; on ne conteste pas le fait qu'elles travaillent et donc qu'elles méritent un salaire. On ne prétend pas que ce salaire va les enchaîner à leur travail. L'amour « naturel » de la femme, épouse et mère, pour son mari et ses enfants ferait donc toute la différence? Vision bien peu matérialiste pour des gestionnaires du pouvoir ou pour des marxistes.

Nous sommes d'accord pour dire qu'il faut socialiser le travail ménager mais nous n'arrivons pas à imaginer comment on pourrait le faire sans lui accorder la reconnaissance sociale du fait que c'est un travail : le salaire.

Sauf à l'extrême-droite, du gouvernement à l'extrême-gauche, on affirme que le salaire ménager confinerait les femmes à la maison, institutionnaliserait ce rôle. Pour nous il est clair que les femmes sont déjà confinées à la maison, que leur rôle, leur travail gratuit est depuis fort longtemps une institution, l'une des plus solides qui

soient. Si nous ne la voyons pas, si nous l'oublions, c'est justement parce qu'elle ne coûte d'argent à personne, seulement un travail gratuit et interminable à mettre sur le compte illimité de l'amour. L'amour a le dos large.

Sauf à l'extrême-droite, du gouvernement à l'extrême-gauche, on parle abondamment du droit des femmes au travail social. On l'oppose au droit au salaire pour le travail ménager. On en parle comme si les femmes avaient le choix même si on constate du même souffle qu'aucune condition matérielle ne leur rend possible l'exercice de ce droit : pas de garderies, pas de congés de maternité, pas de salaire égal, etc. et, encore plus important, pas de travail du tout... même pour les hommes. Ceux qui constatent et dénoncent les taux de chômage exorbitants disent en même temps aux femmes que leur seule voie de libération est d'entrer en masse dans la production sociale... et donc, qu'elles n'ont aucune voie de libération.

Si les partisans/nes du droit au travail social sont sincères et honnêtes lorsqu'ils disent que les femmes ont autant droit au travail social que les hommes, APPUIERAIENT-ILS SANS RÉSERVE UNE REVENDICATION EXIGEANT UNE LOI POUR OBLIGER LE PATRONAT À DONNER 51 % DES EMPLOIS DISPONIBLES AU QUÉBEC À DES FEMMES? (Les hommes qui perdraient leur emploi y gagneraient une occasion inespérée de partager « les tâches domestiques ».) Sinon, tout esprit réaliste devra constater que la revendication du droit au travail n'est qu'un voeu pieux pour faire patienter les femmes (et tous les autres non-salariés) jusqu'au grand soir d'une révolution que nous devons à d'autres, à qui nous devons dire « merci », ENCORE UNE FOIS, pour leur travail.

Le gouvernement dit : « le salaire au travail ménager, n'y pensez pas, ça coûterait trop cher aux contribuables ». Toujours anonyme, le Contribuable a le dos presque aussi large que l'amour. Il n'est pas exigeant sur les priorités. Le Contribuable paie sans protester les Jeux Olympiques, les Floralies, l'armée et les dépenses mili-

taires, la Reine, la police, les juges, les fonctionnaires, Pétro-Canada, etc. Mais pas les ménagères.

Les femmes ont peur de demander de l'argent. Quand l'État dit qu'il n'a pas d'argent pour elles, elles le croient. Les femmes du Conseil du statut de la femme ont déclaré avoir conçu toutes les mesures de *Égalité et indépendance* de façon à ce qu'elles ne coûtent pas un sou à l'État. Nous n'aurons jamais rien, si nous ne demandons rien. Et quand la possibilité d'avoir le salaire au travail ménager nous semble trop belle pour être vraie, on peut se rappeler qu'au début du siècle, aucune/le chômeur/se n'aurait osé imaginer un jour recevoir un chèque toutes les semaines pendant un an pour avoir été exclu de la production sociale. Si le gouvernement nous concède des « pinottes », nous prendrons ces pinottes sans être assez idiots pour aller nous « enchaîner » ensuite au travail ménager, béates de reconnaissance. Et si nous obtenons un jour un salaire compétitif par rapport au marché du travail, certains hommes commenceront peut-être à voir que comme métier salarié, le travail ménager n'est pas plus bête ou avilissant que bien d'autres. On pourra « choisir » ce métier comme on en « choisit » un autre. Pour l'instant, le choix n'existe pas.

On entend souvent dire que toute la droite est pour le *salaire au travail ménager*. C'est faux. À l'heure actuelle, presque tous les groupes sont contre, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, y compris la majorité des féministes. Parce que « le propre de l'idéologie dominante, c'est de dominer » et qu'on a profondément intériorisé son leitmotiv : « Pour les femmes, c'est pas pareil. »

Nous pensons que le travail des femmes est un travail comme les autres. Et nous ne pouvons pas être contre les luttes des femmes pour obtenir un salaire, ou n'importe quelle mesure qui reconnaît ce travail comme un travail social. Ce serait nier notre propre travail, nous nier nous-mêmes.

Sylvie Dupont
pour l'équipe de rédaction

Le salaire au travail ménager ne se réduit donc pas à une simple revendication parmi d'autres.

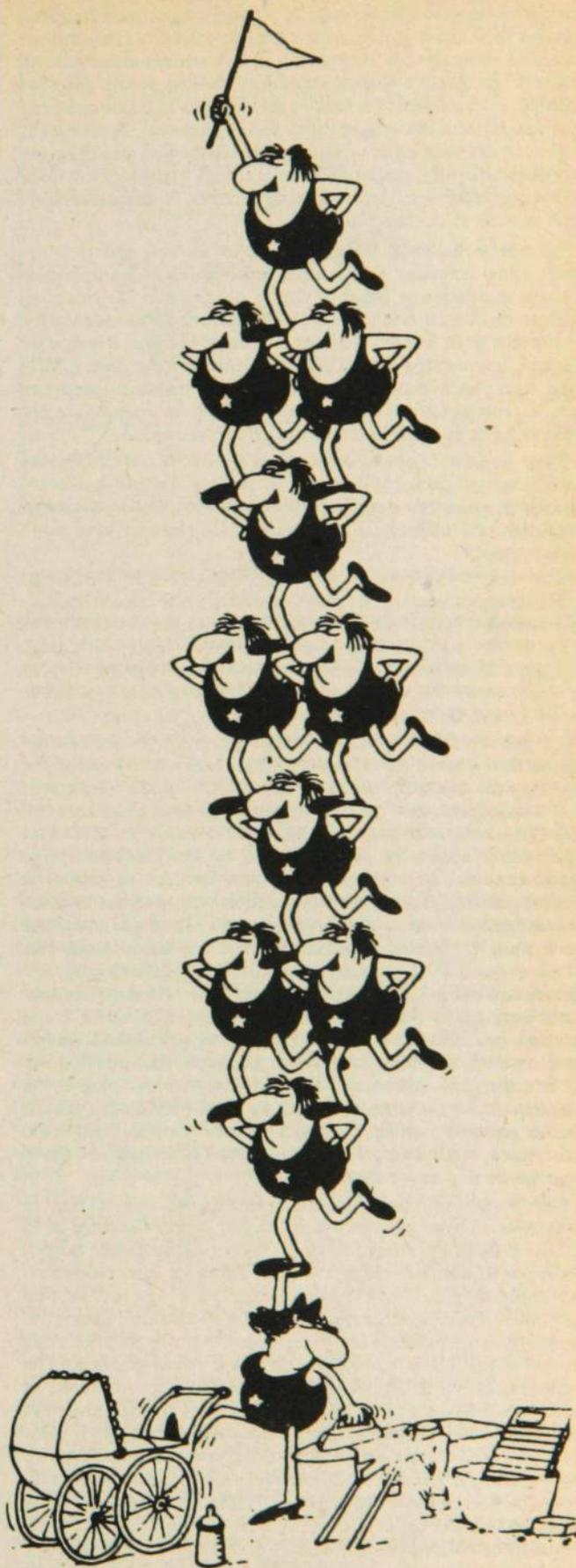
Comme la plupart des textes du Réseau international pour le salaire au travail ménager ne sont pas traduits en français et ne sont pas disponibles en librairie, et pour rendre justice à l'envergure de leur perspective, nous avons demandé à Nicole Lacelle d'en synthétiser les principaux éléments. Le texte qui suit est donc un collage de textes; il va sans dire qu'il ne s'agit pas d'une version autorisée mais nous croyons respecter très fidèlement la pensée des militantes concernées.



LA GAUCHE

Depuis Marx, il est clair que le capital¹ dirige et se développe au moyen du salaire, que le fondement de la société capitaliste est le travailleur salarié, qu'il s'agisse d'une femme ou d'un homme, et son exploitation directe. Ce qui n'a pas été clarifié par les organisations du mouvement ouvrier, et qu'elles n'ont même pas considéré, c'est que c'est justement à travers le salaire qu'est organisée l'exploitation du travailleur sans salaire. Cette exploitation a été d'autant plus réussie qu'elle a été dissimulée, mystifiée par l'absence d'un salaire. *En ce qui concerne les femmes, leur travail apparaît comme un service personnel, extérieur au capital*².

Quand le mouvement des femmes adopte une position autonome, la gauche se sent menacée surtout pour une raison : ils savent que nos perspectives politiques ne concernent pas que « la question des femmes » et qu'elles rompent clairement avec leurs façons de voir, passées ou actuelles, face aux femmes et face à l'ensemble de la classe ouvrière. Leur esprit sectaire traditionnel face aux luttes des femmes est une conséquence directe de leur incapacité de comprendre comment le capital organise



sa domination et comment il est possible de l'affronter. Au nom de « la lutte des classes » et des « intérêts unifiés de la classe ouvrière », la pratique de gauche a toujours consisté à choisir certains secteurs de la classe ouvrière comme agents révolutionnaires en reléguant les autres à un rôle de soutien de cette lutte centrale. La gauche a ainsi reproduit en tous points dans ses objectifs et sa stratégie les mêmes divisions de la classe ouvrière qui caractérisent la division du travail capitaliste³. À cet égard, la gauche est unie dans sa stratégie si elle ne l'est pas dans ses tactiques : quand il s'agit de déterminer le glorieux ferment de la révolution, staliniens, trotskistes, libertaires, Ancienne et Nouvelle gauche se donnent la main.

Puisque la gauche a accepté le salaire comme critère tranchant entre travail et non-travail, production et parasitisme, pouvoir potentiel et absence totale de pouvoir, la quantité énorme de travail non payé que les femmes du monde entier produisent pour le capital a complètement échappé à leur analyse et à leur stratégie. De Lénine à Gramsci à Benston à Mitchell, tous s'entendent sur la « marginalité » du travail ménager dans la reproduction du capital, et il s'ensuit, la marginalité des ménagères dans toute lutte contre ce même capital.

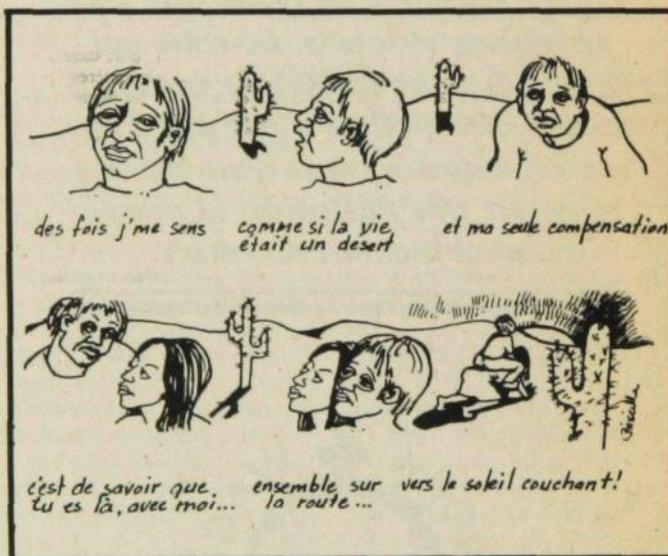
Pour la gauche, les ménagères ne souffrent pas du capitalisme, mais précisément de son absence. Il semblerait que notre problème soit que le capitalisme n'a pas réussi à rejoindre et organiser nos cuisines et nos chambres à coucher pour conséquences :

- nous vivons à un stade féodal ou à tout le moins pré-capitaliste ;
- quoique nous fassions dans ces cuisines et ces chambres à coucher, c'est, au mieux, sans pertinence aucune à un changement social réel. Évidemment, si nos maisons sont en dehors du capitalisme, nos luttes à partir d'elles ne le précipiteront certainement pas à sa perte.

La gauche ne se demande jamais pourquoi le capitalisme permettrait à la moitié de la population de faire un travail qui ne lui rapporte aucun profit ; la gauche croit toujours résolument en l'irrationalité, en l'absence de planification du capital et en son incapacité chronique à bien gérer (eux, il va sans dire, réussiraient beaucoup mieux). Ironie du sort, leur profonde ignorance des rapports spécifiques des femmes au capital se traduit par une théorie sur l'arriération politique des femmes qui ne peut être surmontée qu'avec notre entrée sur le marché du travail. C'est ainsi que la logique d'une analyse qui voit « l'oppression » (ils ne voient pas que le capitalisme nous exploite et qu'eux nous oppriment) comme une exclusion des rapports capitalistes de production aboutit inévitablement à une stratégie qui nous fait « entrer » dans ces rapports plutôt que de les détruire. En ce sens, la stratégie de gauche face aux femmes est la même que sa stratégie face au Tiers-Monde : amener les femmes à l'usine et amener l'usine au Tiers-Monde. La gauche n'offre pas aux non-salariés, aux sous-développés, une lutte contre le capitalisme mais pour lui dans sa forme la plus « développée » et la plus « productive ».

Ce n'est donc pas étonnant que dans cette perspective, pour la gauche, la maison soit un lieu de repos, de glorification de la famille et de la « gratuité » (en cela, ils ont parfaitement raison) des rapports humains, ce merveilleux interstice dans la domination capitaliste où l'« on » s'aime et où l'« on » prend soin l'un de l'autre. Ils élèvent pratiquement au niveau de l'utopie les misères de nos mères, de nos grand-mères et notre propre misère comme enfants. Cette idéologie de la vie privée que la gauche emprunte si effrontément à la bourgeoisie oppose famille et usine, personnel et social, privé et public, travail improductif et travail productif et elle est essentielle à notre esclavage qui, dans la mesure où il n'est pas payé, apparaît comme un acte d'amour. Cette idéologie prend ses racines dans la division capitaliste du travail et s'exprime matériellement dans l'organisation de la famille nucléaire. En mystifiant ce havre de repos ou en le laissant de côté comme intouchable, la gauche renforce le pouvoir de la classe dominante contre nous et « privatise » nos luttes en

s'assurant qu'il y ait un homme entre chaque femme et l'État. Ainsi, il faudrait éternellement espérer tomber sur un « bon gars » ; ils vont même jusqu'à trouver dans l'ordre des choses que nous investissons un temps fou à tenter de les éduquer, de « hausser leur niveau de conscience » - ils ont toujours été très forts sur le « niveau de conscience ». Ils admettent d'autant plus facilement que leur niveau de conscience est bien bas qu'ils n'admettent pas que cette « éducation » n'est encore pour nous que du travail, toujours non payé et la plupart du temps en vain. Essayer d'éduquer les hommes a toujours voulu dire que notre lutte reste individuelle, dans la solitude de nos cuisines et de nos chambres à coucher, c'est-à-dire là où nous sommes perdantes en partant. Nous n'avons jamais pu trouver là le pouvoir d'attaquer le capital agissant directement contre nous ou à travers les hommes. Seul le pouvoir « éduque ». D'abord, les hommes auront peur puis ils apprendront parce que le capital aura peur. Nous ne luttons pas pour une redistribution plus égale du même travail. Nous luttons pour l'abolir et le premier pas est d'y mettre une étiquette de prix.



Il y a longtemps que nous n'attendons plus de la gauche qu'elle base son analyse sur les luttes de la classe ouvrière. Par sa nature même, la gauche préfère imposer des objectifs plus « difficiles à comprendre » aux femmes comme à tous les travailleurs après quoi elle peut conclure que la classe ouvrière est arriérée et ne sait pas ce qu'elle veut... comme une femme. S'ils n'étaient pas si affairés à « conceptualiser » et « communiquer » aux femmes et aux travailleurs ce que sont censés être leurs besoins (nous avions osé espérer que le mouvement des femmes ferait reculer cette sorte d'élitisme mais de toute évidence l'avant-gardisme a la couenne dure comme le démontre très bien l'apparition récente de libertaires « plus jeunes plus fous ») peut-être se rendraient-ils compte qu'ils sont non seulement chauvins, mais qu'ils s'identifient totalement au point de vue capitaliste. Ils ne sont pas intéressés à détruire le capital et notre exploitation mais plutôt à le rendre plus efficace.

Depuis quelques années, lentement mais sûrement, ils s'efforcent de reprendre le terrain politique que le mouvement des femmes lés avait forcés à abandonner et ils laissent de plus en plus tomber leurs masques féministes parce qu'ils croient profondément que ce sont eux et non les femmes qui savent où le mouvement des femmes devrait aller et ils se gênent de moins en moins pour le dire. Notre lutte contre notre travail à la maison, contre nos rapports familiaux et contre la prostitution de notre sexualité est, pour eux et de manière définitive, subordonnée à la vraie « lutte des classes ». Leur peur envahissante de voir un

jour leur cuisine et leur lit vides leur fait refuser que nous refusions notre travail et à l'usine ou au bureau et à la maison. Ils voudraient que nous fassions les deux avec la promesse de nous donner un encadrement dans l'un et un p'tit coup de main dans l'autre. L'apparente différence entre, par exemple, la « ligne » trotskiste — le travail ménager est barbare donc toutes les femmes à l'usine — et la « ligne » libertaire — le travail ménager est pratiquement du socialisme avant la lettre (il échappe au capitalisme), donc aucun travail ne devrait être payé — n'est qu'une différence de tactique à l'intérieur d'une stratégie capitaliste.

Ils disent que les « contradictions au sein du peuple » vont continuer dans la phase du socialisme. Qu'ils en soient sûrs : si c'est ce genre de révolution qui arrive, nous serons les premières à la combattre.

¹ Capital : l'argent ou la classe qui possède l'argent nécessaire à l'achat de moyens de production (matières premières, machines, locaux) et de force de travail afin d'obtenir par leur exploitation une quantité d'argent supérieure à celle qui a été investie, c'est-à-dire un profit, une plus-value.

² Maria Della Costa et Selma James, *Pouvoir des femmes et subversion sociale*, Librairie Adversaire, Genève, 1973.

³ Division du travail : spécialisation de la production qui fait que, dans le monde ou dans un pays, les pays pauvres produisent les matières premières, les pays riches les transforment ; les ouvriers font des autos, d'autres des tissus ; les femmes s'occupent des enfants, les hommes se prennent un emploi.

AUTRES SOURCES :

Silvia Federici et Nicole Cox, *Counterplaning from the Kitchen*, et *Capitalism and the Left*, Falling Walls Press, Londres, 1976.

Comité pour le salaire au travail ménager, *le operai de la casa*, ronéo, Padoue, 1974.



LES ENFANTS

Quand le capital s'est rendu compte, à force de pressions, qu'il usait à la corde sa principale marchandise, la force de travail, en employant femmes et enfants dans ses usines quatorze heures par jour, il les a renvoyés à la maison. Mais les enfants n'y sont pas restés longtemps.

« Le capital n'a pas exclu les enfants de la maison et ne les a pas envoyés à l'école seulement parce qu'ils empêchaient les adultes de faire un travail plus « productif », ou seulement pour les endoctriner. Le commandement capitaliste à travers le salaire se présente comme la contrainte, pour toute personne physiquement capable de travailler, et selon les modes directement ou indirectement productifs qui tendent tous, en dernière instance, à l'expansion et l'extension dans le temps et dans l'espace de la domination capitaliste. Voilà quel est fondamentalement le sens de l'école. En ce qui concerne les enfants, leur travail apparaît comme un apprentissage qu'ils subissent « pour leur bien », un travail dont ils seraient les bénéficiaires¹. »

Les enfants, les étudiants travaillent. Cela ne s'appelle pas du travail uniquement parce que ce n'est pas payé, tant et si bien qu'à un certain niveau, il faut les payer. Le travail scolaire est composé de plusieurs types de tâches spécialisées ou non. Par exemple, il faut apprendre à s'asseoir et à ne pas bouger pendant des heures interminables, apprendre à retenir ce qu'on nous dit et à obéir. Parfois on apprend certaines habiletés plus techniques mais, en général, c'est du travail non spécialisé. Ce qui est propre, cependant, à tout travail scolaire, c'est la discipline, c'est-à-dire le travail forcé. À la longue, les enfants peuvent relativement se discipliner eux-mêmes ce qui permet d'engager moins d'enseignants et moins de gardes de sécurité qui eux, sont payés. Les notes sont la mesure de la productivité dans l'usine-école et servent ensuite à cacher que c'est déjà décidé d'avance, pour la très grande majorité des cas, qui balayera les rues et qui les surveillera.

Pour les économistes, le travail scolaire est à la fois un bien de consommation et un investissement. Puisque « bien de consommation » veut généralement dire une chose qu'on se procure pour satisfaire un besoin, l'école n'en est sûrement pas un pour les enfants. Quant à l'investissement, c'est-à-dire prendre chaque individu pour une PME par lui-même et par conséquent faire en sorte qu'une partie de la personne est le travailleur et l'autre le patron, même les économistes concèdent qu'en temps de crise, particulièrement, les dividendes sont minces. Même les plus instruits ne trouvent pas de travail.

Les étudiants font partie de cette faction de la classe ouvrière qui n'est pas payée même si une minorité d'entre eux se prépare à en sortir. Pour la majorité, cette absence de salaire signifie vie de pauvreté, de dépendance et de travail surchargé.

Ils doivent se loger dans des taudis et manger dans des cafétérias infectes. Très souvent ils peuvent étudier uniquement si leurs deux parents travaillent et leur dépendance économique prolonge, pour la durée de leurs études, la diminution considérable de la capacité de lutte de leurs parents, leur pouvoir d'exiger davantage de leur propre patron. Les étudiants travaillent pour rien à l'école et pour presque rien l'été et les fins de semaines précisément parce qu'ils ont tant besoin d'argent qu'ils acceptent les salaires les plus bas et les heures les plus longues comme tous ceux dont l'absence de salaire est planifiée par le capital, à la fois pour en tirer plus de profits et à la fois pour faire pression sur la main-d'oeuvre salariée.

Plus les emplois sont rares, plus l'illusion de se préparer pour un meilleur job s'écroule et plus certains décident de garder celle qu'ils ont déjà en tentant d'obtenir des bourses pour survivre, demeurant d'éternels étudiants.

¹ Maria Della Costa et Selma James, *Pouvoir des femmes et subversion sociale*, Librairie Adversaire, Genève, 1973.

AUTRES SOURCES :

² Collectif Wages for Students, ronéo, Branford, Connecticut, 1976.



LES LESBIENNES

Certains pensent que les célibataires ne font pas de travail ménager, particulièrement les lesbiennes. Toutes les femmes font du travail ménager; c'est le rôle qu'on nous a imposé. La plupart des lesbiennes ne se voient pas comme des ménagères parce que les ménagères ont si peu de pouvoir que ç'en est épeurant. C'est l'erreur de croire qu'on peut échapper au

contrôle capitaliste réel parce qu'il a moins d'emprise sur notre tête. Plusieurs d'entre nous font énormément moins de travail ménager que les femmes mariées ou qui ont des enfants mais aucune de nous n'y échappe complètement. La majorité des lesbiennes doivent trouver elles-mêmes leurs moyens de subsistance parce qu'elles ne dépendent pas du salaire d'un homme et, comme la majorité des femmes, acceptent des salaires bas et faire tout le travail ménager de l'emploi : faire le café et des sourires, consoler leur patron quand ça va mal, s'habiller pour plaire, etc... toutes ces obligations qui ne sont pas payées et qui ne font pas partie de la description de tâches. Quand nous entrons chez nous, nous faisons le souper, le lavage, les comptes : nous nous entretenons comme travailleuses pour pouvoir retourner à l'ouvrage le lendemain matin et cela non plus n'est pas payé. Nous nous faisons violer comme toutes les femmes et partout où nous allons, on présuppose que nous sommes hétérosexuelles même si nous refusons cette partie du travail ménager qui s'appelle baiser.

Toutes les femmes luttent contre ce travail, constamment, par la frigidité ou la maladie, en étant « trop fatiguées », en ayant mal à la tête ou en prétextant les menstruations. Le lesbianisme est la forme organisée de cette lutte des femmes contre baiser comme travail. Nous ne sommes pas androgynes. Nous ne sommes pas gentilles. Nous sommes des femmes, menaçantes parce que nous affirmons que l'hétérosexualité est une partie de la définition, et nécessaire aux fins du travail ménager pour le bénéfice du capital. L'hétérosexualité est une morale du travail qui dit que toutes les femmes servent « naturellement » les hommes sexuellement et aussi émotivement et dans les plus petits détails matériels. L'hétérosexualité n'est pas dans nos gènes, c'est un simple entraînement à faire le travail qu'on nous a assigné, reproduire et servir les travailleurs du monde entier, y compris nous-mêmes. Le lesbianisme démontre que ce travail n'est pas « naturel », qu'il s'agit d'un travail.

L'existence même du lesbianisme aide à définir les besoins sexuels des femmes, c'est une expression de notre besoin de contrôler notre propre sexualité de la même manière que de demander des garderies contrôlées par les usagers est une expression de notre besoin de travailler moins fort. Ce n'est pas une solution à nos besoins sexuels mais c'est une lutte contre l'institutionnalisation capitaliste de notre sexualité.

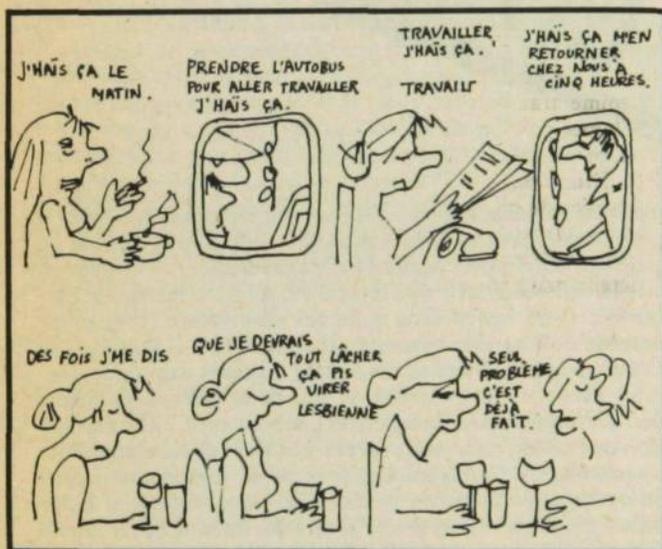
Un des services que nous rendons aux hommes et à l'État est de baiser. Notre travail en tant que culs n'est pas plus « naturel » qu'aimer avoir des enfants. Aimer sert l'État dans la mesure où c'est nécessaire au service sexuel d'un homme ou au soin des enfants. On a tenté de nous convaincre que baiser et faire à déjeuner et élever des enfants étaient actes d'amour. On peut aimer tourner des oeufs, aimer nos enfants ou aimer baiser mais cela ne change rien au fait qu'il s'agit d'un travail qui profite à une classe que nous n'aimons pas du tout.

L'existence même de la prostitution démontre que baiser est un travail ; ou bien il est payé ou bien il ne l'est pas. Quand une femme est désespérée d'être sans argent, elle peut toujours s'en tirer un salaire puisque les hommes s'attendent à être sexuellement soulagés en s'achetant une esclave, par le mariage ou en s'achetant une prostituée pour pouvoir retourner travailler frais et dispos. Quand une femme couche avec un homme, il croit échapper au travail. Les femmes savent que c'est du travail. Les hommes pas. Un homme croit y échapper parce qu'enfin là il peut être un boss. Et ça paraît. Nous le sentons.

Quand nous couchons avec une femme, nous servons encore l'État, elle aussi doit être juste assez en forme pour travailler. Nos relations sexuelles sont du travail parce que nous n'avons pas de temps pour elles, parce qu'elles demeurent coupées du reste de nos vies, parce que nous sommes toujours fatiguées, parce que nous n'avons pas de temps, ni de place, ni de patience, parce que nos personnalités et nos relations personnelles sont modelées par et pour la production. Parce que nous sommes des ménagères. Mais au moins notre temps et notre énergie va à une femme qui soutiendra la même lutte contre notre exploitation

commune. Nous sommes moins productives pour le capital parce que nous ne reproduisons pas les rapports sociaux que représente le pouvoir des hommes sur les femmes.

Sauf que tout n'est pas gagné. Les grands espoirs que nous avons face à notre sexualité finissent par nous réprimer encore plus. Notre sexualité est détruite non seulement par les conditions matérielles dans lesquelles nous travaillons mais aussi par les exigences qu'on finit par avoir envers elles. Car nous utilisons notre sexualité pour libérer toutes les tensions de notre journée de travail et remplacer toutes les autres voies d'expression, de communication, d'intimité, de sensualité qui nous sont fermées. C'est impossible car c'est le travail productif lui-même selon nous qui produit « l'individu en manque ». La frustration qui en résulte et qui semble être une frustration sexuelle sert à la fois à canaliser notre énergie dans un travail contraignant et à détourner de la révolution.



Un des mécanismes par lequel nos vies sont divisées et nos capacités disciplinées et réprimées, c'est que la production à la maison comme à l'extérieur est organisée sur une base homosexuelle — les femmes travaillent avec d'autres femmes, les hommes avec les hommes — tandis que nos « loisirs » et nos activités sexuelles sont organisées sur des bases hétérosexuelles. Nous nouons alors des relations étroites avec des femmes sans être cependant censées coucher les unes avec les autres. Tandis que ceux avec qui nous sommes censées coucher sont des étrangers qui ont une vie totalement séparée de la nôtre et qui, de plus ont du pouvoir sur nous. Autrement dit, l'homosexualité de la production et l'hétérosexualité de la sexualité sont parties intégrantes du cycle productif.

Le lesbianisme met en cause la discipline qui fixe avec qui avoir des relations, comment et à quel moment nous avons la permission d'essayer d'être sensuelles. La peur de briser cette discipline est énorme car la répression de notre sexualité est un enjeu crucial pour le capital et pour notre propre capacité de rester « saines » et de travailler. Nous faisons aussi peur aux autres. On dit aux femmes que si elles s'écartent un peu du droit chemin, si elles se sont pas assez soumises à l'homme, ou si elles refusent leur travail ménager — n'importe quelle partie de ce travail, du lavage aux sourires dans la rue — alors elles se feront prendre pour des lesbiennes, elles vivront l'ostracisme d'être lesbiennes et peut-être même — horreur des horreurs —

qu'elles deviendront lesbiennes. Ce n'est pas par hasard que le mouvement des femmes tout entier se fait traiter de « lesbiennes » ! : on espère ainsi l'empêcher d'avancer et empêcher les autres femmes de s'y joindre ou d'en attendre une solidarité.

Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas de rapport de forces entre celles qui vivent selon les règles, qui sont acceptées et établies et celles qui sont anormales ; dans ce cas, les femmes hétéro, sans même le vouloir, agissent comme représentantes de l'État par rapport à nous. C'est le même rapport qui existe entre le travailleur qui travaille et celui qui traîne de la patte. À l'usine, la lutte de classes a établi un certain niveau de productivité et il existe un certain consensus parmi les travailleurs : chaque individu doit rester à ce niveau. Vous n'êtes pas conforme si vous en faites beaucoup plus ou si vous en faites beaucoup moins, et la communauté des travailleurs repose sur cette norme. Il en va de même pour le travail sexuel et le travail ménager en général. Quand nous nous organisons en tant que lesbiennes, nous attaquons le travail que font toutes les femmes et les divisions que nous impose ce travail. Nous les attaquons en nous renforçant nous-même. C'est ainsi pour tous les secteurs sans pouvoir, pour les lesbiennes par rapport aux hétéro, pour les mères lesbiennes par rapport à celles sans enfants, pour les femmes noires par rapport aux femmes blanches, pour les femmes par rapport aux hommes. C'est de cela qu'il s'agit dans la perspective du salaire au travail ménager. Il s'agit du pouvoir de ceux qui n'ont pas de pouvoir ; il s'agit de savoir en quoi chaque type de production est nécessaire au cycle tout entier d'exploitation, et comment, en attaquant le travail spécifique que nous faisons dans chaque situation, nous attaquons le capital.

C'est la lutte de toutes les femmes qui nous a donné la force et le pouvoir d'être lesbiennes. Et notre lutte donne de la force et du pouvoir à toutes les femmes. Plutôt que de se sentir paralysées et menacées par le lesbianisme, toutes les femmes peuvent s'en servir comme levier de pouvoir en ne niant jamais que c'est un choix possible qui ne relève pas de la nature d'aucune de nous ; dans des rapports individuels avec des hommes, s'il nous rendent la vie trop difficile, nous pouvons toujours recourir à cette possibilité. Toutes les femmes sont hétérosexuelles parce que nous avons été élevées ainsi en vue de la forme d'exploitation qu'on nous a assignée — servir le capital à travers la famille et les hommes — et toutes les femmes sont lesbiennes dans la mesure où aucune femme ne veut que sa sexualité soit subjuguée par les besoins du capital et de l'État.

Lesbianism and Power, Ruth Hall, ronéo, Londres 1975.

Wages Due Collective, *Why Lesbians Want Wages for Housework. Fucking is Work et Notes on Separatism*, ronéo, Toronto 1975.

